



XXXV^e SESSION
Paris, 3 au 6 juillet 2009

DOCUMENT N° 42

DEBAT GENERAL

INTERVENTION

DE

M. Eddy BASTIEN
Sénateur (Haïti)

Monsieur le Président,

Cher Collègues de l'Assemblée,

Je crois que la plupart des collègues ayant défilé à la Tribune ont parlé de long en large de la crise financière. Je voudrais ajouter quelques points par rapport à la lutte contre la pauvreté.

Je prends la parole au nom des huit millions d'Haïtiens qui, après trois ans d'embargo se retrouvent sous les bottes d'une mission qui dit vouloir stabiliser le pays.

Une stabilisation qui pour nous a un, coût énorme : des femmes violées, des manifestants fusillés, revenu per capita inférieur à 500 \$.

Ainsi, nous avons une approche particulière de la crise financière et de la lutte contre la pauvreté. Je me dis que les gouvernements, pour des raisons inavouables, se révèlent incapables de prendre des décisions favorables à l'épanouissement des citoyens lorsqu'ils discutent dans les grandes rencontres internationales. Est-ce que l'espace francophone ne pourrait pas promouvoir l'idée d'une institution qui représenterait les populations et qui contrôlerait les actions des agences de l'ONU ?

Ainsi, on pourrait s'assurer que les voix des peuples passeraient avant celles des **Chefs d'État** ?

Ainsi, on pourrait mieux lutter contre la pauvreté et poser les bases réelles d'un développement harmonieux et durable des peuples, à l'aube du 21^{ème} siècle où l'on cherche à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

A côté de tout cela, il convient de repenser les rapports entre les Etats fondés sur les compétitivités, le profit. Il faut favoriser un retour de l'Etat surtout dans les pays pauvres où le social s'effrite au profit de l'économique.

La crise financière est aussi le résultat de nos pratiques démocratiques qui paraissent désuètes. Aujourd'hui, lutter contre la pauvreté, c'est surtout donner à l'homme l'opportunité de s'épanouir pleinement. On ne pourra y parvenir qu'à partir d'un nouvel esprit démocratique, c'est-à-dire une attitude qui prône la participation des citoyens, la solidarité.

Les deux aspects les plus importants de lutte contre la pauvreté, avant même l'établissement d'un plan national demeurent la lutte contre la corruption et la réorientation de l'aide publique au développement.

1) La lutte contre la corruption :

La bonne gouvernance est la clef même de tout succès ou de toute croissance dans un pays. Il est inacceptable que des dirigeants s'enrichissent au détriment de la population et que l'impunité règne en maître au sein de ces pays où les dirigeants corrompus ne sont pas punis. La Francophonie doit être aussi un espace de débat oeuvrant à lutter contre ce fléau.

2) L'orientation de l'aide

Dans certains pays l'aide au développement n'est pas orientée en fonction d'un programme national, mais de petits projets où les donateurs veulent avoir une visibilité. Il est important que se développe une solidarité agissante pour que les donateurs puissent financer les programmes nationaux et promouvoir une gestion basée sur les résultats.

Reconnaissons que la faim, la crise financière constituent le résultat de toute une philosophie de la vie et des droits humains.

Reconnaissons que nous n'avons pas su organiser efficacement notre vivre-ensemble. Au beau milieu de la dictature des Duvalier, le poète Anthony Philps disant « Camarades, voici venu le temps de se parler par signes ». Moi, je dis « Frères du monde entier ! Voici venu le temps de se dire la vérité. Voici venu le temps de dire qu'avant d'être financière, la crise est sociale, politique et morale. Puisse la Francophonie en prendre conscience afin de mieux lutter pour un monde meilleur. »